





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX
EN PROVENCE N° DL.2019-90**

Séance publique du

22 mars 2019

**Présidence de Gérard BRAMOULLÉ
Adjoint au Maire**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20190322- lmc1150719-DE-1-1
Date de signature : 28/03/2019
Date de réception : jeudi 28 mars 2019
 POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓ 

OBJET : FINANCEMENT AMENAGEMENT RD8n- AVENUE FORTUNE FERRINI MODES ACTIFS

Le 22 mars 2019 à 10h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 15/03/2019, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

Monsieur Ravi ANDRE, Madame Dominique AUGÉY, Madame Abbassia BACHI, Monsieur Edouard BALDO, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Charlotte BENON, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Madame Danièle BRUNET, Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Maurice CHAZEAU, Eric CHEVALIER, Madame Noelle CICCOLINI-JOUFFRET, Madame Charlotte DE BUSSCHERE, Monsieur Philippe DE SAINTDO, Monsieur Gerard DELOCHE, Madame Sylvaine DI CARO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Gilles DONATINI, Madame Michele EINAUDI, Monsieur Alexandre GALLESE, Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Souad HAMMAL, Madame Muriel HERNANDEZ, Madame Gaëlle LENFANT, Madame Irène MALAUZAT, Madame Reine MERGER, Mme Arlette OLLIVIER, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Monsieur Christian ROLANDO, Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Catherine SILVESTRE, Madame Josyane SOLARI, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

Madame Patricia BORRICAND à Monsieur Gerard DELOCHE, Monsieur Jean BOULHOL à Eric CHEVALIER, Madame Brigitte DEVESA à Monsieur Maurice CHAZEAU, Monsieur Laurent DILLINGER à Madame Sylvaine DI CARO, Madame Coralie JAUSSAUD à Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Sophie JOISSAINS à Monsieur Sylvain DIJON, Madame Maryse JOISSAINS MASINI à Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Madame Liliane PIERRON à Madame Reine MERGER, Madame Françoise TERME à Monsieur Jean-Marc PERRIN.

Excusés sans pouvoir :

Monsieur Jacques AGOPIAN, Monsieur Raoul BOYER, Monsieur Claude MAINA, Madame Catherine ROUVIER, Monsieur Michael ZAZOUN.

Secrétaire : Sylvain DIJON

Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint.



Direction Générale des Services
Techniques
Service Administration générale

RAPPORT POUR
LE CONSEIL MUNICIPAL
DU 22 MARS 2019

Nomenclature : 8.3
Voirie

RAPPORTEUR : Eric CHEVALIER

Politique Publique : 06-AMELIORATION DE LA CIRCULATION ET DE LA MOBILITE URBAINE

OBJET : FINANCEMENT AMENAGEMENT RD8N- AVENUE FORTUNE FERRINI MODES ACTIFS - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Les travaux de voirie qu'ils soient relatifs à la chaussée ou à ses dépendances incombent en principe au propriétaire. Toutefois, les collectivités territoriales sont fréquemment conduites à intervenir sur un domaine public routier dont elles n'ont pourtant pas la charge, c'est notamment le cas des communes qui en agglomération réalisent des travaux d'aménagement sur la voirie départementale.

Afin de rendre réglementaires ces interventions qui dérogent à la répartition des compétences entre les collectivités locales sur leur domaine, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône a élaboré des procédures de conventionnement via des conventions de transferts provisoires de maîtrise d'ouvrage.

Dans ce cadre, la Ville d'Aix-en-Provence en concertation avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône souhaite aménager une section de voie de la RD 8n, avenue Fortuné Ferrini, en boulevard urbain et également affirmer le caractère urbain de la voie en aménageant une entrée de ville au sud, quartier Pont de l'Arc.

Ces travaux permettraient de faciliter la desserte de ce quartier par une meilleure régulation du trafic routier, d'intégrer les modes de déplacement doux, et aux usagers d'emprunter cette voie dans les meilleures conditions.

Les ouvrages réalisés relèveront de la convention de gestion et d'entretien des dépendances du domaine public routier départemental en agglomération conclue, le 12 juin 2015, et à ce

jour en vigueur, entre la commune d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Ainsi, en application de l'article 2 §II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée modifiée par ordonnance N°2004-566 du 17 juin 2004, le Conseil Départemental décide de transférer de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Commune pour la réalisation des travaux en deux tronçons :

- Le premier tronçon de travaux concerne le réaménagement de l'échangeur autoroutier du quartier dit du Pont de l'Arc.

Cette opération consiste à supprimer le carrefour giratoire RD 8n/bretelles autoroutières de l'A8, à redistribuer les flux de sortie des bretelles autoroutières 30a et 30b, à aménager des carrefours régulés par des feux tricolores et à réaliser des aménagements urbains.

- Le deuxième tronçon concerne la requalification de l'Avenue Fortuné Ferrini avec l'intégration d'un cheminement piétons et cycles entre le Pont de l'Arc et la polyclinique en voie d'achèvement, deux trottoirs, deux pistes cyclables, la voie et leurs structures, tranchée drainante, réseaux éclairage public... pour un montant global estimé à 3 000 000 € TTC.

Il convient également de préciser que la Commune mène une réflexion pour réaliser une liaison entre la RD 9 et la RD 8n appelée « voie de la Félicité » dont le principe de raccordement serait un carrefour régulé par des feux tricolores, localisé au niveau du Chemin de Mazargues.

Les travaux nécessaires à cette réalisation comprennent notamment :

- la création d'infrastructures routières,
- le terrassement,
- la création de réseaux,
- la mise en place de feux tricolores,
- les pistes et bandes cyclables,
- le mobilier urbain,
- les cheminements piétons,
- les plateaux traversant,
- la signalisation horizontale et verticale de police et directionnelle,
- les arrêts de bus en encoche,
- les trottoirs,
- l'éclairage public,
- le traitement des accès privatifs.

Ainsi, la Ville d'Aix-en-Provence et le Conseil Départemental s'engagent conjointement dans d'une convention bipartite définissant les conditions administratives, techniques et financières relatives aux travaux d'aménagement de cette voie structurante d'entrée de ville.

Le Conseil Départemental participera aux travaux par le versement d'un fonds de concours à hauteur de 620 000 € TTC. Cette participation a lieu au titre de la compétence du Conseil Départemental en matière d'aménagement des pistes cyclables.

La Ville d'Aix en Provence assume seule les études de diagnostic, d'avant-projet et de projet après accord préalable du Conseil Départemental, ainsi que la consultation, la signature des marchés nécessaires à la réalisation et la réception des travaux correspondants à cette opération dont les ouvrages reviendront au Conseil Départemental.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** la convention bipartite ci-jointe de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de requalification urbaine de la RD8n,
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer ladite convention, ainsi que tout document y afférent,
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à solliciter toute autre participation financière auprès d'organismes publics ou privés,
- **AUTORISER** Monsieur le Trésorier Principal d'Aix-Municipale à faire recette des sommes correspondantes.

Présents et représentés	: 50
Présents	: 41
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 50
Pour	: 50
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité
le rapport qui précède.

Ont signé Gérard BRAMOULLÉ, Adjoint au Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint ou le conseiller municipal délégué,
Mme MERGER



1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»

Fortuné Ferrini
 Plan des aménagements version définitive

FAISABILITE - ESQUISSE AVANT PROJET

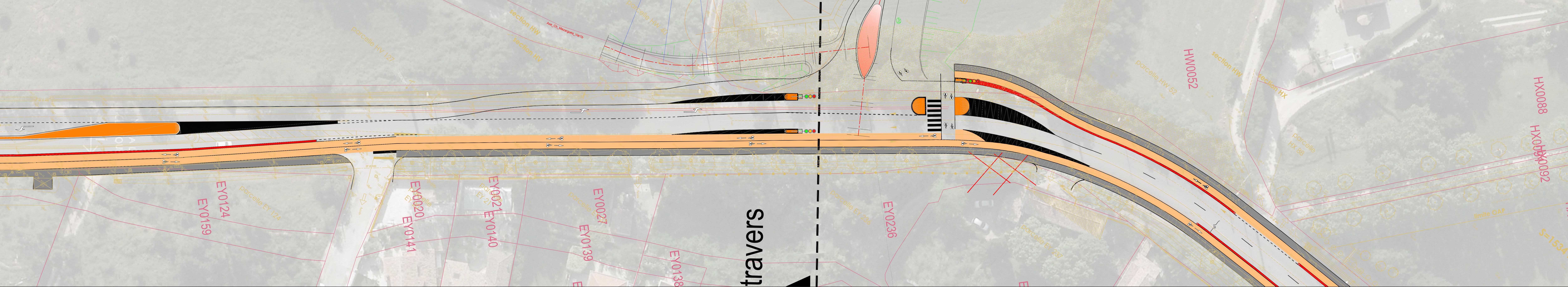
Service	Intervention	Date	Relevé service	Détails	Remarques	Modification N°	Valeur
Eclairage	ED						
Parc arboré	EA						
Challenge urban	EU						
Travaux	ET						
Mobilier urbain	EM						
Signalisation	ES						
Eau potable	EP						
Eaux usées	EU						
Fibre optique	FO						
Espaces verts	EV						
Gestion Espace Public	GE						
Transport	TR						

Echelle : 1/500

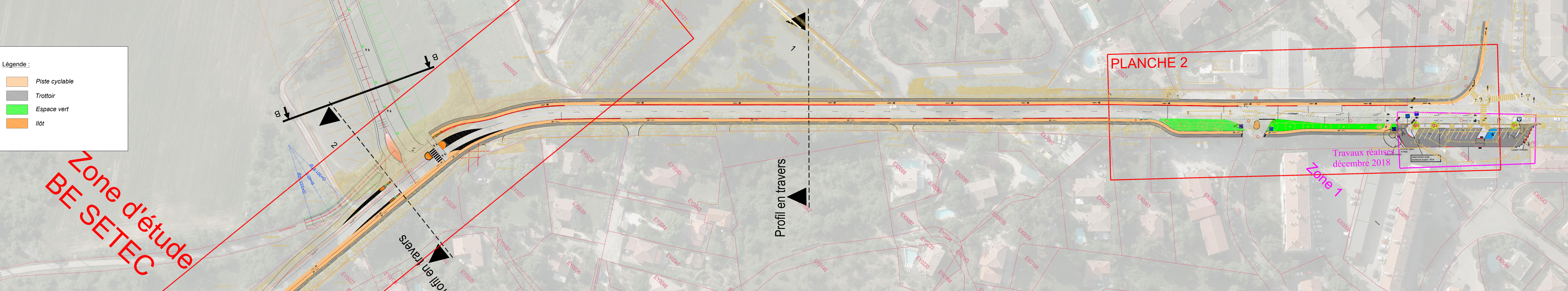
Idetel	Date	Dessiné par	Modifications
F	21/02/19	DB	
G	08/03/19	DB	

L10_ET_Avant_Programmation_Ferrini_Fortune_Road_Pontarctique.02.ESQUISSE-01.01.19.01.14.dwg

PLANCHE 1
 Ech: 1/250



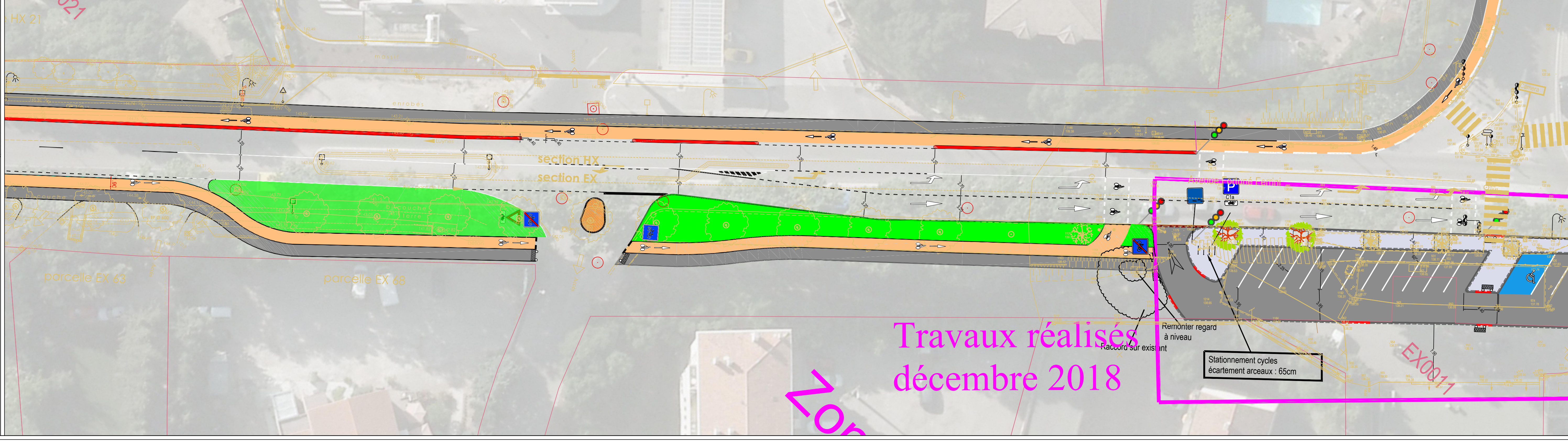
PLAN GLOBAL
 Ech: 1/500



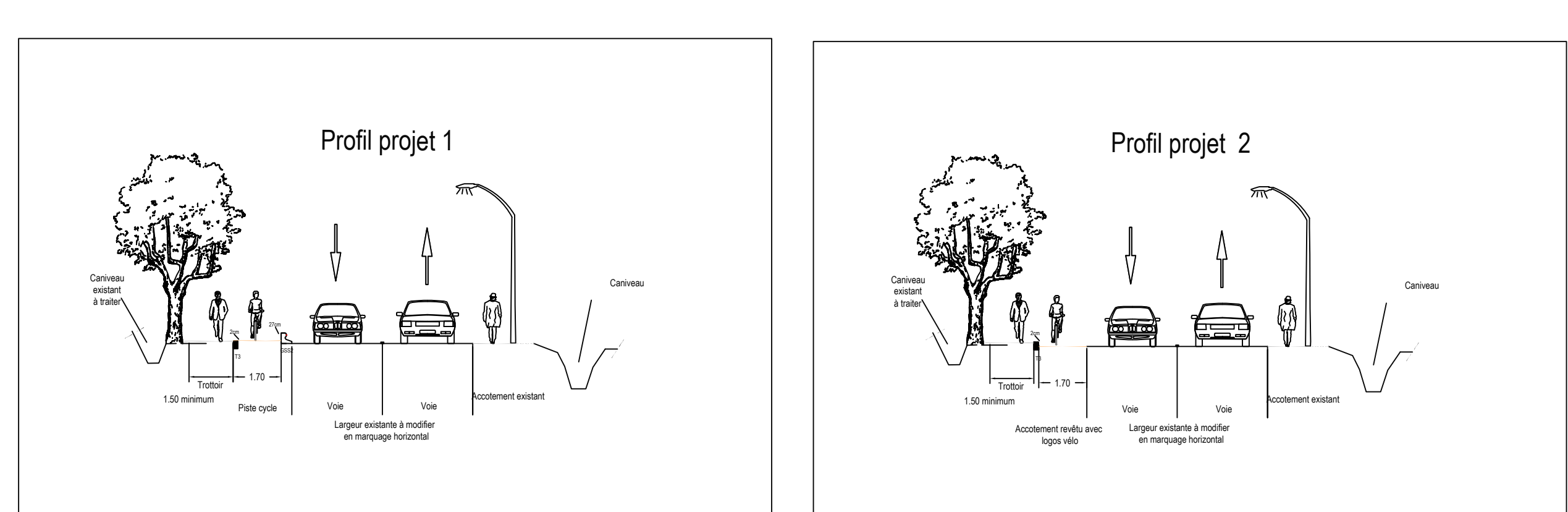
Zone d'étude
 BE SETEC

PLANCHE 2
 Zone 1
 Travaux réalisés
 décembre 2018

PLANCHE 2
 Ech: 1/250



Travaux réalisés
 décembre 2018



RD 8n

COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE

Requalification de l'avenue Fortuné Ferrini

CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE

*
* *
*

L'an deux mille dix neuf et le _____

Entre les soussignés,

le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, représenté par sa Présidente, ès qualités, Mme Martine Vassal dûment autorisée par délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil Départemental en date du _____ désigné ci-après par « **le Conseil Départemental** »,

d'une part,

et

la **Commune d'Aix-en-Provence** représentée par son maire en exercice, Mme Maryse Joissains-Masini, agissant en vertu de la délibération n° _____ du conseil municipal en date du _____, désignée ci-après par « **la Commune** »,

d'autre part.

PREAMBULE

Dans le cadre du projet global de desserte des quartiers sud de la ville, la commune d'Aix-en-Provence, en concertation avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône souhaite aménager une section de voie de la RD 8n, avenue Fortuné Ferrini, en boulevard urbain et également affirmer le caractère urbain de la voie en aménageant une entrée de ville au sud, quartier Pont de l'Arc.

Ces travaux permettraient de faciliter la desserte de ce quartier par une meilleure régulation du trafic routier, d'intégrer les modes de déplacement doux, et aux usagers d'emprunter cette voie dans les meilleures conditions.

Ce projet concerne la voirie Conseil Départemental et nécessite la passation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin, d'autoriser la Commune à intervenir sur le domaine public routier Conseil Départemental.

Les ouvrages réalisés relèveront de la convention de gestion et d'entretien des dépendances du domaine public routier Conseil Départemental en agglomération conclue, le 12 juin 2015, et à ce jour en vigueur, entre la commune d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention concerne la requalification urbaine de la RD 8n, commune d'Aix-en-Provence, du PR 0 au PR 3.

En application de l'article 2 §II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée modifiée par ordonnance N°2004-566 du 17 juin 2004, le Conseil Départemental décide de transférer de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Commune pour la réalisation des travaux cités à l'article 2.

La Commune sera seule compétente pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération.

En conséquence, la Commune aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux désignés ci-dessus.

La Commune sera exclusivement compétente pour la passation et l'exécution des marchés de travaux en vue de la réalisation de l'ouvrage.

La commission d'appel d'offres de la Commune sera exclusivement compétente pour attribuer ces marchés.

Les projets seront soumis pour approbation au Conseil Départemental avant le lancement des procédures correspondantes par la Commune.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES OPERATIONS

La Commune d'Aix-en-Provence souhaite requalifier une section de voie de la RD 8n, avenue Fortuné Ferrini. Cette opération s'effectuera en deux tronçons.

Le premier tronçon de travaux concerne le réaménagement de l'échangeur autoroutier du quartier dit du Pont de l'Arc.

Cette opération consiste à supprimer le carrefour giratoire RD 8n/bretelles autoroutières de l'A8, à redistribuer les flux de sortie des bretelles autoroutières 30a et 30b, à aménager des carrefours régulés par des feux tricolores et à réaliser des aménagements urbains.

Le deuxième tronçon concerne la requalification de l'Avenue Fortuné Ferrini avec l'intégration d'un cheminement piétons et cycles entre le Pont de l'Arc et la polyclinique en voie d'achèvement, deux trottoirs et leurs structures, deux pistes cyclables et leurs structures, la voie et sa structure, tranchée drainante, réseaux éclairage public... pour un montant global estimé à 3 000 000 € TTC.

Il convient également de préciser que la Commune mène une réflexion pour réaliser une liaison entre la RD 9 et la RD 8n appelée « voie de la Félicité » dont le principe de raccordement serait un carrefour régulé par des feux tricolores, localisé au niveau du Chemin de Mazargues.

Les travaux comprendront notamment les prestations liées à leur exécution, à savoir :

- la création d'infrastructures routières,
- le terrassement,
- la création de réseaux,

- la mise en place de feux tricolores,
- les pistes et bandes cyclables,
- le mobilier urbain,
- les cheminements piétons,
- les plateaux traversants,
- la signalisation horizontale et verticale de police et directionnelle,
- les arrêts de bus en encoche,
- les trottoirs,
- l'éclairage public,
- le traitement des accès privatifs.

ARTICLE 3 – MISSION

En raison du transfert temporaire de la qualité de maître de l'ouvrage au profit de la Commune cette dernière assumera seule les attributs inhérents à cette fonction selon les modalités suivantes.

3.1 Détermination du programme

Les ouvrages revenant au Conseil Départemental après la réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la Commune, l'ensemble des décisions relatives à leur définition sera pris conjointement par la Commune et le Conseil Départemental selon les conditions suivantes.

Le programme prévisionnel sera arrêté de manière conjointe entre le Conseil Départemental et la Commune.

3.2 Au titre des études

L'ouvrage revenant au Conseil Départemental après la réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la Commune, l'ensemble des décisions relatives à la conception de l'ouvrage à construire est pris selon les conditions suivantes.

La Commune assume seule la direction des études de diagnostic, d'avant-projet et de projet.

Toutefois, à l'issue de chaque étape, et en tout état de cause, à chaque fois qu'une décision déterminante dans la réalisation de l'ouvrage sera à prendre, la Commune recueillera préalablement à toute décision l'accord du Conseil Départemental.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au Conseil Départemental par la Commune. Le Conseil Départemental notifiera sa décision à la Commune ou fera connaître ses observations dans le délai de trente jours suivant la réception des dossiers.

Avant toute réalisation de travaux, le maître d'ouvrage pourra solliciter le Conseil Départemental afin de savoir si des données relatives à l'amiante sont déjà connues sur la portion de route concernée. Dans ce cas, et à la demande du maître d'ouvrage, le Conseil Départemental mettra à sa disposition, et à titre informatif, les éléments dont il dispose à propos de la présence d'amiante sur la section concernée.

Ces éléments, qui pourront être transmis par le maître d'ouvrage à toute entreprise intervenant sur le chantier, ne dispensent absolument pas le maître d'ouvrage intervenant sur le domaine

public routier Conseil Départemental de procéder lui-même au diagnostic, conformément aux dispositions du code du travail.

3.3 Au titre des travaux

Au titre de la réalisation matérielle des travaux, la Commune assurera seule les missions suivantes, sans que le Conseil Départemental ne puisse intervenir à quelque titre que ce soit :

- engager une consultation pour l'opération en vue de désigner le maître d'œuvre, le conducteur d'opération, le contrôleur technique, le coordinateur de sécurité et les entreprises,
- conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'ouvrage,
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises,
- assurer le suivi des travaux,
- assurer la réception de l'ouvrage,
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération, et garantir le Conseil Départemental de toute action menée à son encontre pour les travaux entrant dans l'objet de la présente convention,

et, plus généralement, prendre toutes les mesures nécessaires à l'exercice de sa mission.

Toutefois, le Conseil Départemental sera invité aux différentes réunions de chantier. Il adressera ses observations à la Commune mais en aucun cas directement à l'entreprise.

La Commune ne sera pas liée par les avis du Conseil Départemental dans le cadre de ces réunions de chantier.

ARTICLE 4 - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

La Commune devra obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, notamment les autorisations de voirie pour les parties d'ouvrages relevant de ce domaine et les arrêtés de circulation correspondants.

ARTICLE 5 – DEFINITION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

5.1 Coût global de l'opération

Le coût global estimatif de l'opération comprenant l'ensemble des travaux s'élève à 3 000 000 € TTC.

5.2 Financement

Le Conseil Départemental participera à ces travaux, au titre de la réalisation des pistes cyclables, à hauteur de 620 000 € TTC.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES PARTICIPATIONS FINANCIERES

L'échéancier financier se définit comme suit :

- Premier appel de fonds

Dès le démarrage des travaux (ordre de service, lettre de commande ou bon de commande), le Conseil Départemental sera appelé à verser un 1^{er} appel de fonds correspondant à 60 % du montant de sa participation.

- Solde

Après achèvement de l'intégralité des travaux, la Commune présentera le relevé des dépenses final des travaux sur la base des dépenses réelles constatées.

A partir de ces éléments, elle procédera à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde représentant 40 % de la participation du Conseil Départemental.

- Contrôle financier et comptable

Le Conseil Départemental pourra à tout moment demander à la Commune, maître d'ouvrage, la communication de toutes pièces et contrat concernant l'utilisation des sommes versées.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

La Commune contractera toutes les assurances nécessaires et rendues obligatoires dans le cadre des travaux. Elle justifiera de la souscription de ces assurances sur simple demande écrite du Conseil Départemental.

La Commune assumera les responsabilités inhérentes à la qualité de maître de l'ouvrage depuis le début des travaux et jusqu'à la remise complète au Conseil Départemental des ouvrages réalisés.

A ce titre, la Commune est réputée gardienne de l'ouvrage à compter de la réception des ouvrages et jusqu'à la remise effective des ouvrages au Conseil Départemental.

ARTICLE 8 – INFORMATION DU COCONTRACTANT

La Commune tiendra régulièrement informé le Conseil Départemental de l'évolution des opérations et en tout état de cause dès que le Conseil Départemental en exprimera le besoin.

ARTICLE 9 – RECEPTION DES TRAVAUX

Les modalités de réception sont fixées par la Commune en application des marchés de travaux qu'elle aura conclus avec les entrepreneurs.

Pour chaque chantier une visite préalable aux opérations de réception sera organisée par le Conseil Départemental et la Commune.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui consignera les observations présentées par les parties.

La Commune s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations de réception, notamment eu égard aux observations formulées.

A l'issue des opérations de construction, la Commune établira une attestation d'achèvement des ouvrages, contresignée, le cas échéant, par le maître d'œuvre.

La réception de l'ouvrage emportera transfert à la Commune de la garde de l'ouvrage.

ARTICLE 10 – REMISE DES OUVRAGES

A l'issue de la réception sans réserve des travaux, ou à l'issue de la levée des réserves le cas échéant, et après accord du Conseil Départemental sur la conformité des ouvrages, la Commune remettra les ouvrages et aménagements gratuitement au Conseil Départemental pour être incorporés dans le domaine public routier.

La nouvelle délimitation du domaine public routier sera précisément reportée sur un plan contradictoirement établi par la Commune et le Conseil Départemental, qui sera annexé à un arrêté de délimitation. Dans l'attente de cette délimitation précise, le plan annexé à la convention donne le schéma général des domanialités futures.

Le Conseil Départemental pourra assister aux essais et à la réception des ouvrages avant leur mise en service. Il se réserve le droit de procéder à des contrôles contradictoires pour vérifier la conformité des ouvrages exécutés.

Ces formalités feront l'objet d'un procès-verbal de remise établi aux frais de la Commune.

Un dossier d'ouvrage conforme à l'exécution (version papier et informatique selon le modèle fourni par la Commune) et établi à ses frais, sera remis au Conseil Départemental et joint au procès-verbal de remise.

Il comprendra au minimum :

- un plan général de récolement de l'opération,
- le dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO),
- les résultats des contrôles effectués et notamment ceux concernant l'adhérence de la couche de surface des chaussées,
- la liste des ouvrages sur lesquels continuent à courir des garanties ainsi que les conditions de mise en œuvre de ces garanties (périmètre, délais,...)

La Commune s'engage à mettre en œuvre à ses frais et sans délais les garanties éventuelles qui continueraient à courir après remise des ouvrages au Conseil Départemental sur simple demande, dès constat d'un désordre.

La remise des ouvrages emporte transfert au bénéfice du Conseil Départemental de la garantie décennale ainsi que, le cas échéant, de la garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 11 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Elle prendra fin à la date de la signature de l'attestation de remise du dernier ouvrage, ou à défaut, deux mois après la transmission de l'attestation d'achèvement, accompagnée de la demande de prise de possession.

ARTICLE 12 – NON VALIDITE PARTIELLE DE LA CONVENTION

Si une ou plusieurs dispositions de la convention se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur portée. Les parties feront leurs meilleurs efforts pour substituer à la disposition invalidée une disposition valide ayant un effet équivalent.

ARTICLE 13 – RESILIATION

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînerait après discussion et désaccord persistant entre les parties la résiliation d'office de celle-ci.

ARTICLE 14 – LITIGES

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est attribuée au tribunal administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 15 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tout acte extrajudiciaire, les parties font élection de domicile :

- le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en son siège :
Hôtel du Conseil Départemental – 52 avenue de Saint-Just
13256 Marseille cedex 20

- la Commune d'Aix-en-Provence
Hôtel de ville
CS 30715
13616 Aix-en-Provence cedex 1

Fait en 2 exemplaires à Marseille,

Pour la Commune,
le Maire,

Maryse Joissains-Masini

Pour le Conseil Départemental des Bouches-du-
Rhône,
la Présidente,

Martine Vassal